

Beyrouth 1976 : la croisade libanaise de l'extrême droite française

TANDIS QUE les bombes s'abattent de nouveau sur le Liban, les images diffusées en boucle ravivent leurs souvenirs. Cela fait cinquante ans, déjà, qu'ils se sont envolés pour Beyrouth. Ils n'avaient pas 20 ans, parfois à peine plus,

militaient dans de petites formations d'extrême droite et rêvaient de défendre « *l'Occident chrétien* », de défaire « *l'ennemi marxiste* » partout où c'était possible. Plusieurs d'entre eux ont accepté de raconter « leur » guerre, entre fascination pour les

causes perdues et quête d'un statut de « réprouvé », si valorisé dans leur famille de pensée. Cette histoire, largement méconnue en dehors des milieux radicaux, a commencé au milieu des années 1970, à Paris, au moment des derniers heurts entre

« *bolchos* » et « *fachos* ». À l'époque, cela fait près de dix ans que les rues du Quartier latin, les amphithéâtres de Nanterre ou d'Assas résonnent de slogans et de coups de chaînes de vélo, que les « *descentes* » des groupes d'extrême droite comme



SANS AUCUNE EXPÉRIENCE MILITAIRE, PLUSIEURS JEUNES MILITANTS FRANÇAIS DE LA DROITE RADICALE EN MANQUE D'AVENTURE SONT PARTIS PRENDRE LES ARMES AUX CÔTÉS DES PHALANGISTES CHRÉTIENS PENDANT LA GUERRE CIVILE AU LIBAN. UN ÉPISODE DEVENU MYTHIQUE DANS LEUR CAMP POLITIQUE.

Texte Antoine Albertini et Abel Mestre

Occident puis le GUD (Groupe Union Défense) et Ordre nouveau succèdent aux attaques des groupuscules « *gauchistes* ». La crise pétrolière est en train de porter un coup fatal aux « trente glorieuses ». En 1975, le nombre de chômeurs

vient de franchir le seuil fatidique du million. La révolution ne viendra plus, le sentiment général tourne à la désillusion, où s'immisce la tentation de la lutte armée, qui embrase déjà la jeunesse d'Allemagne ou d'Italie. En France, à l'extrême

gauche, quelques rares figures ont choisi la voie des armes, toujours à l'étranger, comme Régis Debray en Bolivie aux côtés de Che Guevara, Pierre Goldman au sein du maquis vénézuélien, la journaliste Michèle Firk dans les Forces armées rebelles

(FAR), au Guatemala. Rien de tel à l'extrême droite, où les militants s'interrogent : se battre « *pour de vrai* » ? Mais où et au service de quelle cause ? Le Liban, en pleine guerre civile, leur apparaît soudain comme une destination idéale. —>



Des miliciens chrétiens, membres des Phalanges, affrontent des Palestiniens dans le quartier de la Quarantaine, au nord de Beyrouth, en janvier 1976. Page de gauche, destructions dans le centre-ville de la capitale libanaise pendant la guerre civile, le 21 septembre 1975.

—> Qu'importe si le conflit, commencé en 1975, reste abscons pour le profane, avec ses factions armées parfois travaillées de sourdes rivalités internes, ses coups de billard à trois bandes, les ingérences de la Syrie et d'Israël. Les militants français ne retiennent qu'une lecture : les chrétiens y sont, dit-on, sur le point d'être submergés par un monde arabe hostile, soutenu militairement et financièrement par le bloc de l'Est, qui appuie les « *islamo-progressistes* » — dans le jargon de l'époque, les Palestiniens. La défense d'un bastion chrétien en Orient, une forme de nostalgie coloniale du mandat français au Levant entre 1923 et 1946 et un anticommunisme viscéral leur tiennent lieu de viatique. Combien étaient-ils ? Des dizaines tout au plus — les plus généreux parlent d'une soixantaine. Une poignée, dont l'expérience marquera durablement leur camp politique. Parmi eux, Francis Bergeron, 74 ans, veste en tweed, a posé quelques ouvrages sur le cinéma devant lui lorsque M le rencontre dans un café proche du Panthéon. Il se souvient de ses motivations lorsque, étudiant en sciences économiques à Dauphine, il a décidé de gagner le Liban, « *en profitant de la grève de 1976 dans les facs* [la plus longue de l'histoire] *pour ne pas rater la rentrée*

universitaire ». « *Notre génération n'avait pas eu sa guerre, elle n'avait connu ni la Résistance ni l'Algérie*, explique-t-il. *Nous voulions voir jusqu'où nous pouvions aller face au risque et à la mort. Au fond, nous n'avions pas eu notre aventure et nous nous la sommes créée.* » L'étudiant, qui s'était déjà fait expulser d'URSS, en mars 1975, pour avoir distribué des tracts et des ouvrages du dissident Alexandre Soljenitsyne, était-il motivé par des raisons idéologiques ? « *Bien sûr, le choix du camp sur place était politique, mais, en ce qui me concerne, jure Francis Bergeron, je m'en foutais pas mal.* » Presque tous les militants du voyage libanais ont pourtant choisi de rejoindre les phalangistes chrétiens du parti Kataëb, dirigés alors par Bachir Gemayel (le futur président du Liban, élu en août 1982, assassiné trois semaines après). Créée en 1936 par son père, le leader chrétien Pierre Gemayel, cette formation politique hiérarchisée et militarisée est officiellement inspirée des Sokol, un mouvement de jeunesse tchèque mêlant pratiques sportives et nationalisme. Pour nombre d'historiens, les phalangistes incarnent surtout un « fascisme » local dont les milices seront, en septembre 1982, responsables du massacre de plusieurs centaines de Palestiniens (entre 800

et 3 500, selon les sources) à Sabra et Chatila, deux enclaves de Beyrouth-Ouest (la première vague de volontaires français, qui a quitté le Liban depuis des années, ne participera pas à ces exactions).

De leur équipée, les volontaires français se rappellent surtout l'amateurisme. La situation au Liban ? Ignorée ou presque dans ses détails. L'expérience militaire ? La plupart du temps inexistante. Faute d'argent pour financer son voyage, Francis Bergeron vend la collection des Jules Verne de son père « *à un bouquiniste de Notre-Dame* ». Emmanuel Pezé, qui a effectué plusieurs séjours au Liban, raconte dans son livre *Beyrouth 1976. Des Français aux côtés des Phalangistes* (Les Bouquins de Synthèse nationale, 2015), publié sous le nom d'Emmanuel Albach, comment, en 1975, il s'est décidé en quelques minutes avec son camarade Philippe de V., à la terrasse d'un café parisien, après avoir feuilleté un numéro de *Paris Match* retraçant la « *bataille des grands hôtels* », qui fait alors rage dans le quartier des affaires de Beyrouth : « *Absence de réflexion ? Je l'avoue. Mieux, je la revendique.* »

Dans un restaurant familial de banlieue parisienne, où il a donné rendez-vous et scrute la carte en quête d'un « *bon vin* », cet homme massif à la courte barbe blanche se remémore le départ précipité, les sacs militaires achetés à la hâte du côté de Jussieu, les vestes de treillis d'occasion dénichées dans un surplus, la moto mise en gage pour s'offrir un billet d'avion à bord de la Middle East Airlines.

Sitôt arrivés à Beyrouth, lui et son compère Philippe de V. décident de traverser la ville à pied pour gagner la ligne de front, alors que les belligérants se battent pour un pâté de maisons. Sans surprise, le duo est intercepté à quelques centaines de mètres de son point de départ par des combattants palestiniens intrigués par les lettres « US » floquées sur leurs sacs. Entourés de soldats, les deux Français entendent claquer les culasses des fusils d'assaut et se préparent à être exécutés sur place pour espionnage. Ils auront la vie sauve grâce à l'intervention du pharmacien du coin, qui se met à haranguer la foule, pistolet au poing, et leur donne, à mi-voix, l'ordre de décamper discrètement pendant qu'il capte l'attention de son public.

Il ne leur faudra que quelques jours pour découvrir le vrai visage de la

guerre qui déchire la « Genève » de l'Orient, autrefois un havre de paix, de luxe et de trafics en tout genre. Les militaires portent des tenues usées, de bric et de broc, agrémentées parfois d'un passe-montagne ou d'un chapeau de cow-boy, dans une ambiance « *Mad Max* » au Levant. Le plus souvent, on combat en jean « *pattes d'eph'* » et chemise kaki, le regard dissimulé derrière des Ray-Ban, la clope au bec, dans la nuit criblée de crépitements sporadiques, tandis que la moitié de Beyrouth dort. « *Sauf dans le secteur des grands hôtels, on ne se battait jamais la journée, mais le soir, lorsque l'adversaire essayait de grignoter du terrain, se remémore Emmanuel Pezé. On se levait vers 11 heures ou midi, on avalait un café libanais et une galette au thym, puis on passait l'après-midi dans la maison des Kataëb à Achrafieh* [un quartier chrétien de Beyrouth] *et, vers 19 heures, on allait au front.* » Dès leur arrivée, les Français ont été majoritairement affectés au port, à 3 kilomètres environ au nord de leur base arrière et où le premier bassin constitue une ligne fortifiée de béton coulé dans des conteneurs. Les tentatives d'infiltration ennemies sont courantes et la crainte de s'endormir à son poste hante les étudiants du Quartier latin.

Au matin, tout ou presque reprend sa place, on parcourt la liste des victimes publiée chaque jour dans le grand quotidien francophone *L'Orient-Le Jour*, à la recherche d'un nom connu. Sur les ondes de Radio Liban, le speaker Chérif El Akhaoui, sorte de Bison futé de la mort, annonce dans ses bulletins les axes routiers à éviter en raison de la présence de « *francs-tireurs* » — on ne dit pas « *snipers* » à l'époque. Qu'elles paraissent loin, les bastons à la fac de Nanterre contre les « *gauchos* », dans cette ville aux immeubles éventrés jalonnée de bus criblés d'éclats de roquette... Longtemps, Emmanuel Pezé en conservera ce que l'on n'appelle pas encore un « syndrome de stress post-traumatique » : « *Je me réveillais en sursaut au milieu de la nuit, convaincu que je venais d'être attaqué.* » Parfois mal équipés — l'allié israélien livre du matériel souvent défectueux —, les volontaires français finissent par recevoir un entraînement militaire avec les moyens du bord. Faute de matériel d'entraînement inerte (dépourvu de charge), ils apprennent à désamorcer des mines actives, rampent —>

Des combattants français au Liban pendant la guerre civile.
Page de droite, Bachir Gemayel (à gauche), chef de la milice phalangiste, échange avec des combattants masqués en novembre 1975.





“Notre génération
n’avait pas eu sa guerre,
elle n’avait connu ni la
Résistance ni l’Algérie.
Nous voulions voir
jusqu’où nous pouvions
aller face au risque,
à la mort.”

Francis Bergeron, volontaire français au Liban



“Le Liban, c’était le passage obligé. Les mecs qui dénotaient étaient ceux qui étaient allés là-bas ou chez les Karen. Ça te donnait un statut spécial, ça te faisait exister...”

Un ancien activiste d’extrême droite

—> sous les tirs à balles réelles ou s’essayaient à la destruction de chars. « Avec Stéphane, ça nous a soudés, confie Emmanuel Pezé. On a compris que nous étions aussi fêlés l’un que l’autre. »

« Stéphane », c’est Stéphane Zannettacci, un casse-cou originaire de Cargèse, la « ville grecque » de Corse, où ses ancêtres venus du Péloponnèse se sont établis au XVII^e siècle, après avoir fui les exactions ottomanes. Le 19 juillet 1976, à 21 ans, le jeune homme tombe au cours du siège mené par les troupes chrétiennes et syriennes contre Tell-El-Zaatar, la « colline au thym », un camp de réfugiés devenu bastion armé de l’OLP (Organisation de libération de la Palestine). Lassé des réticences de Bachir Gemayel à exposer les volontaires français, Stéphane Zannettacci s’était tourné vers les « Tigres », la branche militaire du Parti national-libéral de Dany Chamoun, réputés encore plus offensifs que les Phalanges. Après bien des difficultés administratives, son corps sera rapatrié via Chypre et inhumé à Cargèse.

Au Liban, l’apport militaire de ces étrangers est jugé relativement minime, ce qu’admettent les intéressés. « Mais leur présence a eu un impact très positif, estime Wassim Jabre, directeur du Musée de l’indépendance des Kataëb, à Beyrouth. Elle a permis de montrer aux chrétiens qu’ils n’étaient pas totalement abandonnés. Si l’Occident et la France voulaient éviter de se mettre les pays arabes à dos en pleine crise pétrolière, certains Français prenaient tout de même le risque de venir en aide aux chrétiens et ça, c’était capital pour le moral. »

En août 2014, le parti Kataëb invite au Liban une dizaine d’entre eux, regroupés au sein de l’Amicale des anciens volontaires français du Liban (AAVFL) tout juste créée. À Beyrouth, ils sont reçus dans une petite salle, où trois ministres et deux parlementaires les remercient chaleureusement pour leur engagement passé. Alors qu’ils pensent la cérémonie expédiée, ils sont conduits dans une salle de réception où ils sont applaudis par des dizaines de participants, avant de recevoir une décoration des mains de Samy Gemayel, neveu de Bachir, qui prendra la tête du parti peu après en 2015.

Rien à voir avec l’accueil reçu en France à leur retour du Liban,

près de quarante années plus tôt. À l’époque, leurs camarades restés à Paris regardent d’un drôle d’œil ces militants partis « mettre leur peau au bout de leurs idées », comme on dit dans un milieu où l’on ne déteste pas les références martiales. Au Groupe action jeunesse (GAJ), où émergent Emmanuel Pezé et Francis Bergeron, l’épopée libanaise ne passe pas toujours très bien. Dans cette drôle de cellule de la galaxie « nationaliste-révolutionnaire » (NR), on se déclare « solidariste ». Comprendre : partisan d’une « troisième voie », résumée par le slogan « Ni trusts ni soviets ». À la fois hostiles au capitalisme, au communisme et au sionisme, opposition derrière laquelle se cache de l’antisémitisme, ces militants récusent l’étiquette d’extrême droite, jugée « infamante », et n’hésitent pas à faire le coup de poing contre le GUD, trop « bourgeois » à leur goût.

Aussi, le ralliement au champ chrétien des « Gajmen », comme ils se sont baptisés, est loin de faire l’unanimité au sein de ce courant. Dans *Les Cahiers européens*, la publication qu’il dirige, François Duprat, idéologue NR et par ailleurs un des leaders du jeune Front national (FN, ancêtre du Rassemblement national), y va même de son oukaze : les phalangistes chrétiens incarnent une « force de choc conservatrice » honnie et les seuls combattants à pouvoir légitimement se prévaloir de l’étiquette révolutionnaire sont « soit aux côtés des Palestiniens, soit neutres ». Message reçu pour une infime poignée de militants NR, qui feront le coup de feu contre les chrétiens dans les rangs syriens.

« Au contraire des idées reçues, il y a un engagement international à l’extrême droite autant qu’à l’extrême gauche, analyse Nicolas Lebourg, historien spécialiste de l’extrême droite. On parle souvent des volontaires communistes étrangers durant la guerre d’Espagne, mais on omet que, du côté franquiste, vinrent des Russes blancs, des membres de la Garde de fer roumaine, des fascistes irlandais et français, dont certains, devenus vieux, militent encore et transmettent cette saga aux jeunes générations. »

Sous l’uniforme allemand lors de la seconde guerre mondiale ; chez les Karen, une minorité chrétienne en lutte contre le gouvernement central birman dans les années 1980 ; en Croatie catholique pendant la guerre

civile qui ensanglante la Yougoslavie quelques années plus tard et, récemment encore, au côté des Ukrainiens, l'histoire de l'extrême droite radicale est ponctuée d'actions militaires à l'étranger. Et celles-ci témoignent de la fascination de cette mouvance pour la mystique de la défaite, seule révélatrice d'une pureté de l'engagement. « *Le Liban, c'était le passage obligé, se souvient un ancien activiste de cette famille politique sous couvert d'anonymat. Les mecs qui dénotaient étaient ceux qui étaient allés là-bas ou chez les Karen. Ça te donnait un statut spécial, ça te faisait exister... Comme c'est un milieu de brailleurs, quand tu ne peux pas structurer un appareil révolutionnaire, tu te jettes dans le romantisme. Ça te permet de ne pas te confronter au réel et, si tu meurs, c'est en héros, pas en loser.* » Catherine Barnay, ancienne directrice de la rédaction du mensuel d'extrême droite *Le Choc du mois* et, à l'époque, l'une des rares femmes d'Ordre nouveau, se rappelle le retour de ces « *copains assez fiers d'être partis* ». « *Ils espéraient rentrer avec une auréole de gloire et, surtout, éprouver un sentiment de camaraderie.* » Mais, note-t-elle, ils avaient davantage « *d'anecdotes que d'exploits* » à raconter. C'est pour célébrer cette mémoire que quelques ex-volontaires du Liban se sont donné rendez-vous à Cargèse, le 12 octobre 2019. Ce jour-là, après une messe dans l'église catholique de rite grec, quelques-uns de ses anciens compagnons d'armes rendent un discret hommage à Stéphane Zannettacci, mort au Liban quarante-trois ans plus tôt. Il y a là Emmanuel Pezé, Jacques Arnould, cheville ouvrière du Chœur Montjoie Saint-Denis, une chorale catholique traditionaliste, Philippe Pochez, ex-soldat de fortune franco-coréen en veste à col Mao et cheveux longs (il mourra en 2023), ou Gilles Soulas (mort en 2021), ancien militant du Front de la jeunesse (un satellite du Parti des forces nouvelles, frère ennemi du FN des années 1970) et figure connue du milieu radical. La messe dite, la petite troupe gagne la sépulture en contrebas de la route qui domine la plage de Péru. Emmanuel Pezé lit d'une voix étranglée une oraison funèbre griffonnée la nuit précédente : « *Tu nous manques.* » Dans l'air encore chaud de l'automne corse fusent les notes du répertoire guerrier de l'extrême droite, *Les Oies sauvages*,

J'avais un camarade, suivies par le *Dio vi salvi Regina*, l'« hymne » de la Corse. Le drapeau de l'AAVFL, silhouette de soldat sur fond de cèdre stylisé, recouvre la tombe sur laquelle est déposée la médaille des Kataëb décernée à titre posthume à Stéphane Zannettacci. Lors du repas qui suit dans une auberge de la région, arrosé d'un vin de Sartène, quelques prises de bec opposent cathos tradi et nationalistes révolutionnaires... Mais personne ne parle de « sa » guerre dans les Phalanges.

Signe des temps ? La geste militante des « Français du Liban », longtemps reléguée aux marges de cercles confidentiels, refait progressivement surface. En avril, le livre *Les Volontaires français au Liban*, de Jean Bataille, est venu étoffer le catalogue de la maison d'édition nationaliste Dualpha et, en novembre, est attendu un recueil de témoignages. Publié en décembre 2025, *Mémoires d'un Français. Compagnon de route de la résistance libanaise* (éditions Saër Al Mashrek), signé de Thibaut de la Tocnaye, déroule un fil entre son épopée au Liban et son engagement politique en France, au sein du FN puis du Rassemblement national (il est élu régional depuis 1992) et dans l'association Chrétienté-Solidarité, dirigée par Bernard Antony, ancien du FN. Ce catholique traditionaliste, diplômé de Centrale et d'HEC, qui vient d'être élu maire de Préaux (Indre), un village de 172 habitants, est aussi le fils de l'un des auteurs de l'attentat du Petit-Clamart perpétré contre le général de Gaulle en 1962 par l'OAS, l'organisation terroriste pro-Algérie française. Il a fait partie d'une deuxième vague de volontaires pour servir dans les forces libanaises, de 1982 à 1984. Après le Liban, il rejoindra les contras, soutenus par la CIA, dans leur guerre contre les sandinistes au Nicaragua, puis offrira ses services d'intermédiaire aux volontaires français sur le départ pour la Croatie. S'il n'a pas souhaité nous répondre, certains passages de son ouvrage sont éloquentes. Pour lui, ses choix répondaient à la même urgence : lutter contre « *l'islamisation* » et pour la « *civilisation chrétienne* ».

Emmanuel Pezé et Francis Bergeron, eux, se montrent prudents. « *Mon expérience de 1976 a certes aiguisé mon intérêt pour cette région et pour la cause des chrétiens d'Orient, mais cela ne me donne*

aucune compétence pour porter des appréciations pertinentes sur le conflit actuel au Proche-Orient », balaie Francis Bergeron. De retour en France quelques semaines après son départ pour le Liban, en 1976, il mènera de front une carrière dans les ressources humaines aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne et de journaliste pigiste au quotidien *Présent*, organe de presse des catholiques traditionalistes, avant d'en diriger la rédaction, dans les années 2010. Il est aussi auteur de scénarios de bandes dessinées, d'ouvrages à succès pour la jeunesse et de biographies de figures de l'extrême droite, comme celle de l'ancien Waffen-SS belge Léon Degrelle. En 2026, *Mediapart* révèle qu'il est l'un des conseillers de Pierre Gentillet, avocat très proche du RN, qui a mené une liste sans étiquette aux municipales de mars, à Argenton-sur-Creuse, dans l'Indre. Sans succès.

Emmanuel Pezé, lui, n'a plus milité – et s'il a publié son livre ainsi qu'une courte biographie de Bachir Gemayel (avec Yann Baly, Pardès, 2022) chez des éditeurs liés à la mouvance nationaliste, c'est, dit-il, à la suite de déconvenues avec une grande maison d'édition. En rentrant du Proche-Orient, il s'inscrit comme étudiant en arabe aux « Langues O » (Institut national des langues et civilisations orientales, Inalco), étudie le

Coran et fait ses premières armes de journaliste au quotidien *L'Aurore*, aujourd'hui disparu, par l'entremise d'un reporter de *Paris Match* auquel il a présenté Bachir Gemayel. Après diverses expériences dans la presse, il se lance dans la communication événementielle pour de grands constructeurs automobiles, part pour le Japon, y rencontre sa seconde épouse, avec laquelle il aura trois enfants. Jusqu'à sa retraite, en 2025, il est responsable des ventes d'une société d'informatique pour l'Afrique et le Proche-Orient.

Il est aussi l'un des rares ex-volontaires à avoir conservé des liens avec le Liban, où il a, dit-il, « *retrouvé la foi* » après l'avoir perdue à la suite d'« *une scolarité chez les jésuites où on entrait chrétien et où on sortait mao* » et continue à s'y rendre. Certains de ses anciens camarades ont poursuivi, sous d'autres cieux et d'autres uniformes, leur engagement militant en faveur de cet « Occident » où ils ne vivaient plus ; d'autres encore sont morts avant d'avoir atteint la quarantaine, dans des circonstances parfois troubles, comme Pierre Bugny-Versini, grièvement blessé au Liban en mars 1976 et soufflé par la mystérieuse explosion d'une voiture dans un parking parisien en 1985, à 31 ans. « *Mais la plupart d'entre nous ont simplement intégré la vie active, écrit Emmanuel Pezé dans son livre. Comme des citoyens lambda.* » (M)

Stéphane Zannettacci, qui a combattu au sein des Phalanges chrétiennes et est mort au Liban en 1976.
Page de gauche, ses compagnons d'armes Jacques Arnould, en haut, Philippe et son frère Thierry Pochez, en bas.

